



**GLOBAL  
INITIATIVE**  
AGAINST TRANSNATIONAL  
ORGANIZED CRIME

# LES GANGS EN HAÏTI

Expansion, pouvoir et  
aggravation de la crise

Octobre 2022



## REMERCIEMENTS

Une équipe de recherche haïtienne qui souhaite rester anonyme pour des raisons de sécurité a mené l'enquête et rédigé le présent rapport. Les entretiens publiés dans ce rapport ont été réalisés au cours de l'année 2021 par une seconde équipe de chercheurs locaux, qui souhaitent également rester anonymes pour des raisons de sécurité. Le rapport a été complété par les recherches et les écrits de Summer Walker et de Maria Velandia de Global Initiative Against Transnational Organized Crime. Nous tenons à remercier Mark Shaw pour sa révision de ce rapport, de même que l'équipe de GI-TOC Publications.

© Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 2022.  
Tous droits réservés.

Aucune partie de la présente publication ne peut être reproduite ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, sans l'autorisation écrite de la Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

Couverture : © Ricardo Arduengo/AFP via Getty Images

Veuillez adresser vos demandes à :  
The Global Initiative Against Transnational Organized Crime  
Avenue de France 23  
Genève, CH-1202  
Suisse  
[www.globalinitiative.net](http://www.globalinitiative.net)

# CONTENU

Acronymes et abréviations.....	2
<b>Résumé.....</b>	<b>3</b>
<b>Gangs et politique.....</b>	<b>5</b>
Rôle des groupes armés dans la politique haïtienne.....	5
Relations entre les gangs et la classe politique .....	8
Services électoraux.....	10
Actes violents .....	10
<b>Les gangs dans l'Haïti contemporain : Une crise qui s'étend .....</b>	<b>12</b>
Expansion, conflits et alliances .....	12
<b>Cartographie des principaux gangs et alliances .....</b>	<b>16</b>
<b>Conclusion .....</b>	<b>20</b>
Notes.....	21

# ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

BSAP	Brigade de Surveillance des Aires Protégées
CEP	Conseil Électoral Provisoire
CIMO	Corps d'Intervention et de Maintien de l'Ordre
CNDDR	Commission Nationale de Désarmement, Démantèlement et Réinsertion
CSCCA	Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif
FRG9	Force Révolutionnaire G9
GIPNH (SWAT)	Groupe d'Intervention de la Police Nationale Haïtienne
G9	Fédération de neufs gangs armés
Lavalas	Fanmi Lavalas, parti politique
MINUJUSTH	Mission des Nations Unies pour l'appui à la Justice en Haïti
MINUSTAH	Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies
UN	Nations Unies
PetroCaribe	Accord de coopération énergétique entre les pays des Caraïbes et le Venezuela
PHTK	Parti Haïtien Tèt Kale
PNH	Police nationale d'Haïti
RNDDH	Réseau National de Défense des Droits Humains
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VSN	Volontaires pour la sécurité nationale





## RÉSUMÉ

L'augmentation des actes de violence perpétrés par les gangs en Haïti est une préoccupation majeure depuis quelques années. Des années de dysfonctionnement politique dans ce pays des Caraïbes associées à la détérioration de la conjoncture économique, à la pandémie de COVID-19 et aux catastrophes naturelles, ont affaibli le pouvoir de l'État. C'est dans ce contexte que les gangs se sont multipliés, se sont regroupés et ont assis leur autorité de manière de plus en plus destructrice.

Ces cinq dernières années, les gangs ont vu leur nombre augmenter rapidement, étendant leurs territoires et renforçant leur contrôle sur l'infrastructure politique et économique d'Haïti. Ils se sont imposés comme les partenaires mercenaires des hommes politiques et des administrateurs de l'État, comme des groupes armés de type mafieux profitant du secteur privé et comme les coordinateurs locaux de réseaux criminels internationaux. On estime aujourd'hui à 200 le nombre de gangs qui opèrent dans tout Haïti, et à environ 95 le nombre de gangs dans la seule capitale, Port-au-Prince.<sup>1</sup> De fait, l'insécurité est à son comble, avec des attaques à grande échelle à l'encontre des communautés, des hommes politiques et des journalistes, des niveaux élevés de violence, des enlèvements massifs et des déplacements forcés à grande échelle.

Haïti est l'un des pays les plus pauvres des Caraïbes. Les inégalités de revenus sont parmi les plus grandes de la région, les 20 % les plus riches détenant plus de 64 % de la richesse du pays, tandis que les 20 % les plus pauvres possèdent à peine 1 % de la richesse nationale.<sup>2</sup> Une dette internationale de longue date, la corruption du gouvernement, un embargo de trois ans imposé par les États-Unis à partir de 1991<sup>3</sup> et une série de catastrophes naturelles ont contribué à miner la croissance économique. Le séisme de 2010 a fait 8 milliards de dollars de dommages, tandis que les destructions causées par l'ouragan Matthew en 2016 ont coûté 1,9 milliard de dollars, soit l'équivalent du budget national de cette année-là.

De 2017 et 2021, le parlement haïtien s'est avéré pratiquement invisible : aucune loi majeure n'a été adoptée durant cette période et un seul budget a été voté dans des conditions régulières. L'administration publique s'est retrouvée paralysée compte tenu de l'incapacité du gouvernement à payer son personnel. Cela a eu de graves conséquences sur les prestations de santé, l'éducation et la sécurité à l'échelle nationale. Parallèlement, les postes de juges n'ont pas été pourvus, les procureurs ont cessé d'engager des poursuites et les suspects sont restés en prison tandis que le nombre de procès chutait.<sup>4</sup> En 2019, le gouvernement n'a pas réussi à organiser des élections, et le président Jovenel Moïse a dissous le parlement, s'employant à gouverner par décret jusqu'à son assassinat en juillet 2021.<sup>5</sup> Dans ce contexte, les conditions de vie de la population, notamment de la classe ouvrière, se sont détériorées, les services sociaux de base disparaissant pour ainsi dire totalement dans les bidonvilles.

En l'absence de pouvoir fort de l'État, les personnalités politiques de tous bords se sont appuyées sur les gangs comme sur une forme de force armée. Les gangs interviennent régulièrement pour le compte du gouvernement et de figures de l'opposition pour contrôler des zones urbaines clés en réprimant la dissidence par des assassinats, des enlèvements et des massacres ; en influençant le résultat des élections par la corruption et l'intimidation et en déstabilisant les opposants politiques en fomentant des manifestations ainsi qu'en détruisant les bureaux de vote dans les districts où leur candidat est appelé à perdre.



Dégradation des infrastructures. Vue du portail Léogâne, un quartier de Port-au-Prince qui serait contrôlé par un gang appartenant à la coalition G9. © Pierre Michel Jean/The Washington Post via Getty Images

Les gangs se sont également emparés de pans entiers de l'économie haïtienne. Ils se livrent non seulement à des enlèvements, des descentes dans les entreprises et au vol de nourriture, de carburant et d'autres fournitures, mais ont également pris le contrôle de secteurs clés de l'activité économique, tirant des revenus des douanes, des marchés publics, des réseaux de distribution d'eau et d'électricité, et des stations de bus et de taxis collectifs (*tap-tap*).<sup>6</sup> Les gangs contrôlent en grande partie les entrées et les sorties des zones métropolitaines, notamment les principaux axes routiers pour entrer à Port-au-Prince et en sortir, des axes qui donnent accès à des infrastructures stratégiques comme les ports, les terminaux pétroliers, les zones commerciales et industrielles et l'aéroport international Toussaint Louverture.<sup>7</sup> Pour pouvoir opérer, les institutions publiques et les groupes du secteur privé présents sur ces territoires sont contraints de payer des sommes à titre de rançons.

La plupart des gangs sont de petits groupes locaux, mais ils ont récemment commencé à se regrouper en structures plus importantes. En 2020, un ancien policier crée le G9 qui réunit neuf gangs puissants de Port-au-Prince liés au parti politique au pouvoir. Le G9 a progressivement étendu ses ramifications vers des gangs plus petits. Dans la capitale, cette coalition a également donné lieu à des rivalités entre gangs. Le G-Pep, une coalition de gangs vaguement liée aux partis d'opposition,<sup>8</sup> est de plus en plus souvent en conflit avec le G9 dans la ville de banlieue de Cité Soleil. D'autres gangs seraient à ce point populaires qu'ils ont établi des listes d'attente de recrues, comme le 400 Mawozo,<sup>9</sup> qui, après l'extradition de son chef aux États-Unis, aurait rejoint la coalition G-Pep. Ces groupes se multiplient et créent des alliances officielles et officieuses.

Le présent rapport évalue la menace que représentent actuellement les gangs en Haïti, en s'intéressant spécifiquement aux relations entre le crime organisé et la politique. Il aborde la question de la relation historique entre la politique, les groupes armés et les gangs, ainsi que de l'économie politique des gangs à l'heure actuelle. Il ne cherche pas à évaluer la réponse internationale, mais plutôt à contribuer à notre compréhension de l'économie politique des gangs en Haïti. Le présent rapport dresse un portrait succinct de plusieurs des principaux gangs et coalitions de Port-au-Prince et fournit une carte représentative du territoire qu'ils contrôleraient. Des témoignages de personnes vivant dans les secteurs impactés par les gangs rendent compte directement de l'impact de la violence et du contrôle des gangs sur la vie des populations qui vivent dans les zones sous la mainmise des gangs en Haïti.

Une chronologie publiée séparément donne un aperçu de l'évolution historique et sociopolitique des groupes armés haïtiens et de leurs activités des années 1950 à aujourd'hui : voir <https://globalinitiative.net/analysis/haiti-gangs-organized-crime/>.





# GANGS ET POLITIQUE

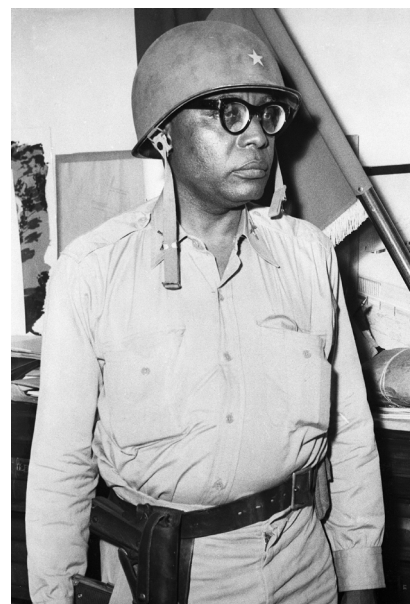
## Rôle des groupes armés dans la politique haïtienne

Le déploiement de groupes armés non étatiques est une composante phare de la politique haïtienne depuis les années 1950. Après l'échec du coup d'État militaire à l'encontre du président François (Papa Doc) Duvalier en 1958, ce dernier cherche à court-circuiter les forces armées en créant une milice personnelle, les Tontons Macoutes,<sup>10</sup> (qui deviendront par la suite les Volontaires pour la Sécurité Nationale (VSN)). Par le biais des « Macoutes », les Duvalier commettent des actes de violence brutaux, orchestrés par l'État, pour supprimer les opposants au régime. C'est ainsi que la famille Duvalier assoit son pouvoir jusqu'à son renversement (le fils de François Duvalier lui a succédé comme président).

Après la destitution de Jean-Claude Duvalier en février 1986, le contexte politique en Haïti reste chaotique, marqué par des coups d'État continuels, des élections très contestées, des manifestations de masse, des accusations de fraude et une violence incessante au fil des décennies. Les partis et les dirigeants politiques s'appuient souvent sur des groupes armés officieux pour intimider les opposants et leurs électeurs, ainsi que pour perturber les rassemblements politiques et le processus électoral. Depuis le règne de Duvalier, les groupes armés sont impliqués dans des massacres, la répression des grèves ou des révoltes de paysans ainsi que dans des assassinats à des fins politiques pour le compte de divers dirigeants et partis.

Des efforts ont été déployés au fil des ans pour dissoudre certains groupes armés - et même les forces armées - mais l'échec de leur désarmement a contribué à leur résurgence. En 1986, le mouvement des tontons Macoutes est ainsi dissous par le Conseil national de gouvernement mais leurs membres n'ayant jamais été désarmés, ils ont continué à opérer de manière informelle et ont refait surface sous la forme de miliciens d'extrême droite. Cette erreur se répète en 1994 lorsque le président Jean-Bertrand Aristide revient au pouvoir. Aristide interdit les groupes paramilitaires pro-Duvalier et les forces armées haïtiennes, mais n'aborde pas pleinement des questions telles que le désarmement, les retraites des militaires ou la reconversion des anciens soldats. Une fois encore, cela les pousse à se transformer en groupes armés non officiels.

Entre 1994 et 2004, des groupes armés composés d'anciens soldats continuent à opérer en tant que groupes d'insurrection contre Aristide. Dans la capitale, les jeunes des quartiers populaires associés au mouvement politique Lavalas d'Aristide créent des groupes d'autodéfense locaux (*baz*) pour se protéger des attaques menées par des groupes d'anciens soldats. Au fil des ans, ces bandes de jeunes fusionnent avec la police d'État pour former un groupe au service



Le président François Duvalier en 1958.

© Bettmann Archive/Getty Images

d'Aristide et de Fanmi Lavalas - le parti politique social-démocrate issu du mouvement. Ces gangs prennent le contrôle de la ville de Cité Soleil, des quartiers de la Saline et du marché de la Croix des Bossales. Agissant dans un premier temps en tant que militants pour le compte du parti Lavalas, ils se muent progressivement en agents indépendants prenant de facto les commandes des bidonvilles de Port-au-Prince.

Suite au séisme de 2010, de nombreux groupes d'autodéfense sont pris de vitesse par des gangs plus jeunes et moins engagés politiquement, davantage susceptibles de faire des incursions dans les territoires d'autres gangs pour le leur disputer.<sup>11</sup> Ces groupes peu organisés, composés de jeunes issus de quartiers fragiles, se transforment en gangs bien établis.

En 2022, on estime à 200 le nombre de gangs en activité en Haïti, dont près de 100 à Port-au-Prince.<sup>12</sup> Ces gangs couvrent une grande partie du territoire national. Ils sont présents dans environ 63 communes (ou municipalités constituées), dont certaines communes stratégiques à des fins électorales, économiques, de trafic de stupéfiants et de contrebande comme Port-au-Prince, Pétion Ville, l'île de la Tortue, Corail, Ouanaminthe et Croix des Bouquets.

La crise actuelle des gangs s'appuie sur le déploiement historique de groupes armés à des fins politiques. Il s'agit cependant d'un phénomène émergent et d'une menace à part entière. Les gangs jouent actuellement un rôle fédérateur phare auprès des jeunes. Ils sont lourdement armés et mus dans une large mesure par le profit et le pouvoir, plus que par une idéologie politique. Ils restent parallèlement liés à l'économie politique.



Des habitants fuyant Martissant, ville infestée de gangs, sont temporairement abrités dans un complexe sportif, octobre 2021.

© Richard Pierrin/AFP via Getty Images



# ÉVOLUTION DU PHÉNOMÈNE DES GROUPES ARMÉS EN HAÏTI



## Ruth (Martissant)

**R**uth (prénom fictif), âgée de 19 ans, a vécu à Martissant jusqu'au 2 juin 2021. Elle et plusieurs milliers d'autres personnes ont été contraintes de fuir les bandes armées du quartier de Grand Ravine qui tuent, violent et incendient des maisons. « Un bébé de six mois a été arraché des bras de sa mère et piétiné à mort par des hommes armés », a déclaré Ruth, qui a été relogée avec sa famille à Carrefour-Feuilles.

Des mois plus tard, plusieurs centaines de familles de Martissant dormaient encore dans des centres d'accueil, sur des places publiques ou avaient trouvé refuge dans leur province d'origine. Des écoles ont été déplacées, dont celle de Ruth. « J'y ai fait toute ma scolarité », précise Ruth. « C'était un quartier paisible. Tout a changé ces trois dernières années avec les conflits entre gangs. Le 2 juin de l'année dernière, la situation a empiré lorsque les gangs de Grand Ravine ont attaqué ceux de Ti Bwa, causant des morts horribles », se souvient-elle. « J'ai perdu des amis... dans cet endroit où j'ai tant de bons souvenirs. »

Selon Ruth, les autorités ont laissé la situation s'envenimer au point de perdre tout contrôle. « Les gangs ont proliféré, aidés par la nonchalance des autorités. » La jeune fille ne souhaite pas se prononcer sur les liens entre gangs et politique, mais laisse entendre que des élus côtoyaient des hommes armés

dans son quartier.

Ruth explique que son quartier de Martissant 2A avait toujours été épargné par les affrontements sanglants, qui étaient monnaie courante à Grand Ravine. Puis des gangs ont commencé à faire des incursions dans le quartier pour y commettre des enlèvements et y détourner des camions. « Un chef de bande aurait parfois fait obstacle à des attaques, empêchant notamment des bandits armés de Grand Ravine de kidnapper et de détourner des camions sur la route nationale à Martissant. Il avait souvent le soutien de véhicules de police qui l'aidaient à repousser le gang de Grand Ravine lors d'affrontements », relate la jeune fille. Ce témoignage est corroboré par ceux d'autres anciens habitants de Martissant.

Ruth estime que les autorités doivent s'intéresser davantage à ces quartiers, dont celui de Martissant. On y manque notamment de certains services de base et d'un travail rémunéré qui permettrait aux jeunes de ne pas tomber dans la délinquance. Ce n'est qu'en accordant plus d'attention aux classes vulnérables que nous pouvons espérer un pays meilleur », affirme Ruth. « Les conflits armés empêchent toute initiative civique dans un quartier où les gangs sont armés et redoutables. » ■

## Relations entre les gangs et la classe politique

Comme nous l'avons vu, il existe depuis longtemps un lien étroit entre les groupes armés et les élites politiques en Haïti. Dans le contexte actuel, les gangs travaillent avec les hommes politiques et les députés - tant au pouvoir que de l'opposition - pour exercer un contrôle violent sur des zones et des communautés stratégiques.

La classe politique haïtienne est dominée par trois principaux groupes politiques : le PHTK (Parti Haïtien Tèt Kale), parti au pouvoir depuis 2011, qui regroupe des néo-duvaliéristes et d'anciens élus du parti Fanmi Lavalas ; le mouvement Préalisme, qui regroupe des membres mécontents du parti Fanmi Lavalas, des partis de gauche et de centre-droit associés à des organisations de travailleurs et des groupes du secteur privé impliqués dans la production nationale ; et, pour finir, le mouvement Lavalas, principalement constitué de jeunes et de pauvres marginaux des villes. Ces 20 dernières années, ces trois grands groupes ont dominé des institutions telles que le Conseil électoral, le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire, la Cour supérieure des comptes et les institutions financières.





Des Haïtiens réagissent à l'assassinat du président Moïse, le 8 juillet 2021. © Richard Pierrin/Getty Images

Une tendance majeure de ces dernières années est l'émergence d'une nouvelle catégorie d'hommes politiques : les Pol-businessmen, des hommes politiques qui font des affaires (certains par le biais d'entreprises légales et d'autres en menant des activités illicites). Ce groupe est composé principalement de députés et de sénateurs issus de la classe moyenne et de la paysannerie. Ces hommes politiques sont considérés comme la nouvelle force économique et politique du pays (on y trouve par exemple d'anciens dirigeants du PHTK), mais ne sont, en général, pas bien vus du public. À partir de 2014, leur ascension a encouragé d'autres personnes du secteur privé à investir dans le contrôle du parlement tout en développant des relations avec les responsables politiques les plus influents. Globalement, cette tendance a contribué au déclin des partis politiques et à la montée en puissance d'hommes politiques soucieux de leur propre intérêt.

La corruption a joué un rôle majeur dans l'affaiblissement de l'État. Le scandale PetroCaribe de 2018 est l'affaire la plus récente et la plus médiatisée.<sup>35</sup> Grâce à l'alliance PetroCaribe, Haïti a pu importer du pétrole vénézuélien mais en reporter le paiement jusqu'à 25 ans, dégageant ainsi des revenus pour développer l'économie et financer des programmes sociaux. Les représentants du gouvernement ont affirmé avoir financé 400 projets pour un montant total de 4 milliards de dollars et les Haïtiens ont estimé que les résultats n'étaient pas vraiment au rendez-vous. Ce scandale a déclenché des manifestations massives. Moïse en personne était à la tête d'AgriTrans, une entreprise bananière qui a reçu environ 700 000 dollars pour réparer les routes. En 2017, un audit demandé par le Sénat a fait ressortir des preuves de corruption au cours de trois administrations et, lorsque le gouvernement a tenté d'augmenter les prix du carburant un an plus tard, des manifestations ont éclaté et perduré pendant des mois.<sup>36</sup> En 2020, la Haute Cour des comptes d'Haïti a publié un rapport affirmant que 2 milliards de dollars ont été mal gérés entre 2008 et 2016, confirmant ainsi des allégations antérieures.<sup>37</sup>

La bataille politique entre l'opposition et le gouvernement entre 2018 et 2021 a profité aux gangs, qui s'en servent à leur avantage. On assiste depuis 2018 à une prolifération des gangs à Port-au-Prince et dans les grandes villes du pays. Selon certaines allégations, Moïse aurait notamment permis au G9 et aux gangs affiliés de prendre le pouvoir à Port-au-Prince en les laissant impunément causer des dommages dans les quartiers dominés par l'opposition.<sup>38</sup> Nombre de ces gangs opèrent depuis en toute impunité et revendiquent leur appartenance à certains groupes politiques, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition.

## Services électoraux

Les gangs ont assis leur présence dans les villes qui revêtent une importance électorale stratégique. Dans les 63 communes où les gangs ont pris pied, ils ont commencé à contrôler les mairies en amont des élections. Deux des plus importantes mairies du département de l'Ouest,<sup>39</sup> à savoir Pétion Ville et Port-au-Prince, sont liées au gang G9 et à ses alliés. On estime que les gangs contrôlent ainsi désormais plus de 3,5 millions d'électeurs. Des gangs en pleine expansion comme les 400 Mawozo contrôlent des communes qui réunissent au total environ 950 000 électeurs, tandis que le G9 exerce son influence sur quelque 2 millions de personnes.

Les gangs fournissent six principaux « services » électoraux aux acteurs politiques :

- Campagne politique - les gangs distribuent des tracts dans leur quartier pour le compte de candidats lors des élections et dans les bureaux de vote, le jour des élections.
- Intimidation des électeurs - forts de leur connaissance du terrain dans leurs quartiers et territoires respectifs, ils font du lobbying de porte à porte parmi les habitants, forçant parfois les gens à voter pour un candidat particulier en étant présents dans les centres de vote.
- Corruption - ils font des dons en espèces ou en nature aux électeurs pour le compte de certains candidats pendant la campagne et le jour du vote.
- Collecte de fonds - les gangs sont réputés lever des fonds pour les campagnes de certains candidats en extorquant de l'argent à des hommes d'affaires et des notables dans les territoires qu'ils contrôlent.
- Vandalisme - y compris bourrage des urnes en faveur des candidats soutenus et destruction des bureaux de vote dans les secteurs où les hommes politiques qui leur procurent des fonds vont perdre.
- Perturbation - organisation de manifestations en faveur de leurs candidats et suppression des rassemblements d'opposants.

## Actes violents

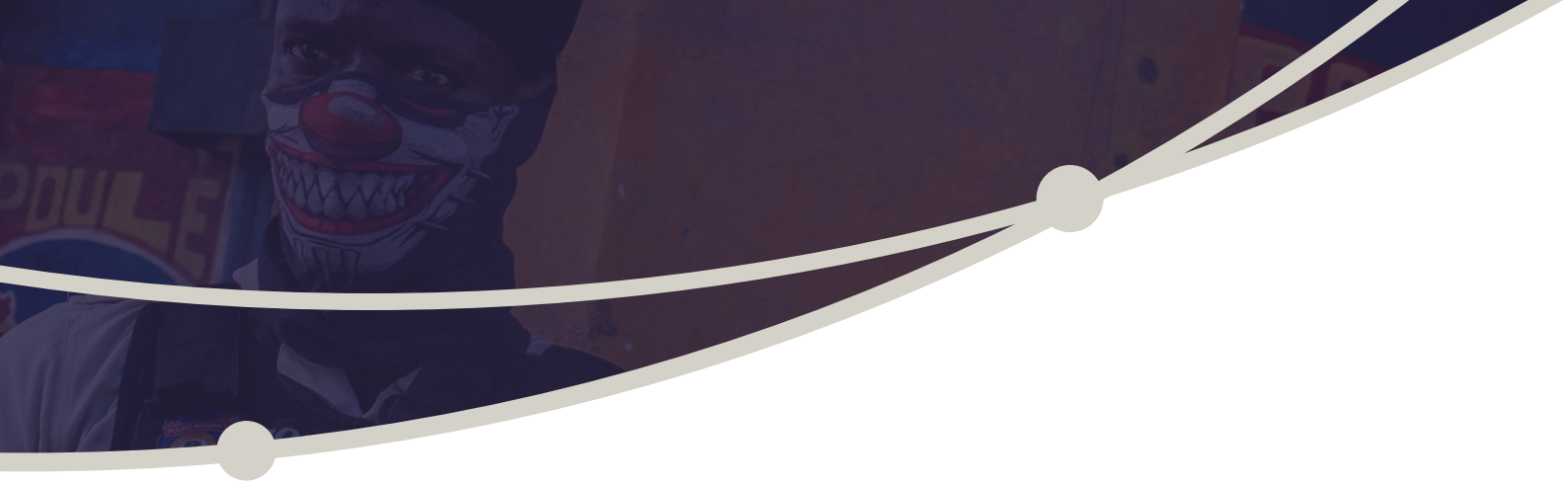
En Haïti, les assassinats et la violence de masse ont souvent été utilisés pour réprimer les soulèvements populaires ou pour atteindre des objectifs politiques pendant des décennies. Le Réseau national de défense des droits humains (RNDDH) a fait état d'au moins 16 massacres dans le département de l'Ouest depuis 2018, dont certains ont fait jusqu'à 500 morts.<sup>40</sup> Les massacres perpétrés dans les quartiers de Port-au-Prince de La Saline, Bel Air, Tokyo et Delmas 32 entre 2018 et 2021 ont eu pour conséquence de ralentir la mobilisation populaire dans le pays suite à l'indignation suscitée par le scandale du financement PetroCaribe et aux contestations du mandat constitutionnel du président Moïse, largement considéré comme ayant expiré. Bien que Moïse soit resté au pouvoir, le mouvement PetroCaribe a commencé à demander sa démission. La Saline, un quartier périphérique du centre-ville de Port-au-Prince coïncé entre Cité Soleil et le marché populaire de la Croix des Bossales, est un bastion de la résistance au régime du PHTK. Selon les groupes locaux de défense des droits de l'homme, il s'agissait d'une zone stratégique lors des mobilisations populaires liées au scandale PetroCaribe et beaucoup pensent que le massacre de 2018 qui y a eu lieu visait à envoyer un message à l'opposition.<sup>41</sup>





Gangsters dans le quartier de Cité Soleil à Port-au-Prince. © Alpeyrie/ullstein bild via Getty Images

Les personnalités de l'opposition utilisent leurs propres affiliés pour faire avancer leurs programmes politiques. La série de « blocages du pays » – expression désignant des manifestations de masse, des barrages routiers et des grèves - organisée ces trois dernières années pour forcer Moïse à démissionner, a été menée en collusion avec des gangs proches des acteurs politiques de l'opposition dans tout le pays et en particulier dans la capitale.<sup>42</sup>



# LES GANGS DANS L'HAÏTI CONTEMPORAIN : UNE CRISE QUI S'ÉTEND

**S**i les gangs ont un lien évident avec la classe politique et les élites, ils remettent désormais en question leur rôle de subordonnés. Depuis l'assassinat de Moïse (qui n'a pas été attribué à un gang haïtien), les membres des gangs s'affirment comme des leaders communautaires autoproclamés et exercent leur pouvoir au travers de manifestations publiques. Le G9 et ses affiliés ont bloqué la distribution de carburant pendant des semaines en 2021, exigeant la démission du Premier ministre Ariel Henry, montrant ainsi leur capacité à perturber considérablement l'économie. Ils ont mené des attaques audacieuses contre les dirigeants, empêchant notamment Henry de commémorer une fête nationale en bloquant l'accès avec des hommes lourdement armés qui tiraient des coups de feu.<sup>43</sup> Une fusillade a eu lieu entre l'équipe de sécurité d'Henry et des gangs dans la ville des Gonaïves, dans le nord du pays, en janvier 2022.<sup>44</sup> Les attaques contre les postes de police et autres avant-postes sont devenues plus fréquentes et font apparemment partie d'une campagne délibérée visant à saper le peu qui reste de l'appareil de sécurité de l'État et à obtenir des armes à feu supplémentaires.

Avec la déconnexion croissante entre l'État (les « maîtres » des gangs) et les gangs, la violence et l'insécurité imputables à ces gangs ne cessent d'augmenter au sein de la population haïtienne. Les violences sexistes sont omniprésentes, avec de nombreux cas documentés lors d'attaques de gangs, mais aussi dans les abris et les camps de fortune pour personnes déplacées.<sup>45</sup> La violence et l'insécurité sont à l'origine de déplacements massifs de personnes à l'intérieur du pays. De juin à novembre 2021, 13 000 personnes auraient été contraintes de quitter leur domicile à Port-au-Prince en raison de la violence des gangs.<sup>46</sup>

Les gangs sont impliqués dans la perturbation à grande échelle de l'activité économique. Ils procèdent à des enlèvements avec demande de rançon, attaquent des entreprises, volent de la nourriture, du carburant et d'autres fournitures, et ont également pris le contrôle de secteurs clés de l'activité économique et continuent de se battre pour conserver le contrôle de ces secteurs. C'est le cas des routes principales à l'entrée et la sortie de Port-au-Prince, des routes principales secondaires, du quartier commercial de Port-au-Prince et de la zone industrielle, notamment les entrepôts et les usines situés le long de la route menant à l'aéroport international Toussaint Louverture.<sup>47</sup>

## Expansion, conflits et alliances

Les cinq dernières années ont été marquées par l'expansion des groupes armés dans tout Haïti, en particulier dans les quartiers vulnérables des zones urbaines, périurbaines et rurales. Certains gangs, tels que le 400 Mawozo, seraient à ce point populaires qu'ils ont des listes d'attente pour le recrutement. Les groupes armés se multiplient et forment des alliances pour renforcer et élargir leur contrôle sur l'administration publique, les territoires économiques stratégiques et la population.



Des habitants protestent contre un pic de violence lié aux gangs. © Richard Pierrin/AFP via Getty Images

En 2020, neuf gangs puissants de Port-au-Prince liés au parti PHTK au pouvoir se regroupent pour former le G9 et continuent depuis lors à en absorber d'autres. La formation de coalitions dans la capitale a également intensifié les rivalités entre gangs. Le G-Pep, formé pour contrer les activités du G9, entre de plus en plus souvent en conflit avec ce dernier dans la banlieue de Cité Soleil, l'un de ces affrontements en juillet 2022 ayant entraîné la mort de 50 personnes.<sup>48</sup> Le G-Pep a intégré le gang 400 Mawozo après l'extradition de son chef aux États-Unis. La création d'une telle coalition est considérée comme une étape en matière d'expansion de la capitale vers d'autres régions d'Haïti.

Par le passé, les gangs avaient tendance à rester dans les limites de leur quartier. Cependant, dans tout le pays, et plus particulièrement dans les communes de Cité Soleil, Delmas, Croix des Bouquets et dans les quartiers de Martissant et Bel Air, les affrontements violents entre bandes rivales sont de plus en plus fréquents, avec des conséquences graves pour la population civile. Ces conflits ont également servi de couverture pour le meurtre intentionnel de civils par les gangs. Le massacre de Bel Air du 1<sup>er</sup> avril 2021 a ainsi été imputé à un affrontement entre gangs mais a également été qualifié d'assassinat politique. Ces incidents font de nombreux morts et blessés, et induisent des déplacements massifs.

Les attaques contre les journalistes qui tentent d'attirer l'attention sur la crise sont devenues monnaie courante. Deux journalistes ont été tués à Cité Soleil en septembre 2022 ;<sup>49</sup> deux autres avaient été abattus en janvier 2022 dans le quartier Laboule 12 de Port-au-Prince, un secteur où les gangs s'affrontent pour en contrôler le territoire qui a l'avantage stratégique d'être traversé par un deuxième axe routier majeur qui mène au sud du pays (la route principale est déjà contrôlée par les gangs).<sup>50</sup> Cette décision fait suite à l'assassinat, en juin 2021, de 15 personnes, dont le journaliste Diego Charles et la militante de l'opposition Antoinette Duclair, à Port-au-Prince.<sup>51</sup> Les enlèvements se multiplient, y compris les enlèvements de bus entiers d'habitants locaux. Des Haïtiens de tout horizon de la société en sont victimes, avec près de 800 enlèvements enregistrés de janvier à octobre 2021.<sup>52</sup> Des étrangers ont été kidnappés contre rançon, à l'instar des 17 missionnaires américains et canadiens enlevés en octobre 2021 par le gang 400 Mawozo.



## Louis (Fontamara)

Louis (prénom fictif) a vécu pendant 30 ans à Fontamara, qui jouxte Martissant à l'entrée sud de Port-au-Prince. Trottoirs défoncés, égouts à ciel ouvert, impacts de balles sur les façades des maisons, véhicules abandonnés, gangs armés de fusils d'assaut montant la garde sont légion à Martissant depuis plusieurs mois.

Fontamara était un quartier résidentiel paisible avant qu'une urbanisation anarchique ne l'entraîne dans une spirale de déclin. Ce n'est pourtant pas l'urbanisation sauvage qui a obligé Louis, qui est professeur, à fuir sa maison, mais les gangs. Il est parti en 2021. Cette année-là, Martissant est devenu l'un des quartiers les plus dangereux de la capitale pour les habitants. « Trois gangs s'affrontent depuis environ trois ans à Martissant. Il s'agit du gang de Grand Ravine, du gang de Ti Bwa et du redoutable gang du Village de Dieu (alias gang des 5 secondes). Des territoires ont été perdus au profit du gang Ti Bwa le 2 juin lors d'affrontements sanglants avec Grand Ravine ».

Depuis lors, la situation est restée tendue, explique Louis, qui n'a pas pu se rendre au centre-ville pendant plusieurs semaines en raison de conflits entre bandes armées. « Plusieurs centaines de familles de Martissant et Fontamara se sont retrouvées à la rue un matin. Les gangs ont également réduit à zéro toutes les activités économiques de la région, kidnappant des personnes pour obtenir une rançon. Ils ont bloqué l'accès aux terminaux pétroliers, ce qui a eu de graves conséquences pour les hôpitaux et tous les secteurs de la vie nationale. »

« La route qui mène de Martissant à Carrefour est en très mauvais état. Le ministère en charge des travaux publics n'a rien fait pour améliorer la situation. Pour des raisons

de sécurité, aucun travailleur ne veut risquer sa vie sur ce tronçon de route », explique-t-il. « À cause des gangs, les écoles qui dispensaient un enseignement gratuit aux enfants ont été fermées ou déplacées. Aucune association locale ne peut fonctionner dans un tel contexte. Cette situation a des conséquences inimaginables. »

Selon Louis, aucune mesure locale n'a été prise pour protéger la population des gangs : « De nombreux quartiers de Port-au-Prince, d'autres villes et de coins reculés du pays disposaient auparavant de brigades pour lutter contre la criminalité », se souvient-il. « Mais comme les gangs sont aujourd'hui lourdement armés, il est devenu difficile de mettre en place de telles initiatives. L'État doit lancer des programmes d'assistance sociale et ouvrir des établissements d'enseignement professionnel, et aussi créer des activités génératrices de revenus pour les jeunes des quartiers populaires. Le banditisme trouve son origine dans un état de vulnérabilité. »

Louis affirme que les liens étroits entre les hommes politiques et les gangs sont un obstacle à une lutte efficace contre le phénomène : « Il est difficile de lutter contre les gangs lorsque la police ou les autorités politiques sont de connivence avec eux. Les forces locales ne sont pas suffisamment formées ou équipées pour lutter contre ce type de criminalité organisée. En l'absence de réponses adéquates, la situation politique et sécuritaire risque d'empirer dans les années à venir », a-t-il averti, dénonçant la « passivité » de la communauté internationale face à la détérioration de la situation sécuritaire en Haïti ces dernières années. ■

Les conflits entre bandes rivales pour le contrôle du territoire se jouent sur les ressources économiques. Dans certains secteurs stratégiques, tels que les ports et terminaux pétroliers, les entreprises sont obligées de traiter avec les gangs pour pouvoir mener leurs activités. Ce sont donc des zones très lucratives à contrôler pour les gangs. Les gangs se livrent non seulement à des enlèvements, des descentes dans les entreprises et au vol de nourriture, de carburant et d'autres fournitures, mais prennent également le contrôle de secteurs clés de l'activité économique, tirant des revenus des douanes, des marchés publics, des réseaux de distribution d'eau et d'électricité, et des stations de transport en commun. Les gangs contrôlent en grande partie les entrées et les sorties des zones métropolitaines, notamment les principaux axes routiers pour entrer à Port-au-Prince et en sortir, des axes qui donnent accès à des infrastructures stratégiques comme les ports, les terminaux pétroliers, les zones commerciales et industrielles et l'aéroport international Toussaint Louverture.<sup>53</sup> Les institutions publiques et les

groupes du secteur privé opérant sur ces territoires sont régulièrement contraints de verser de l'argent pour pouvoir fonctionner. Dans les quartiers populaires, il est même arrivé que des gangs saisissent des cargaisons de produits alimentaires pour les redistribuer soi-disant à leur communauté, sous couvert d'action humanitaire et sociale. Ces actes de « largesse » envers les communautés qu'ils contrôlent sont destinés à les fidéliser, tout en augmentant leur vulnérabilité et leur dépendance économique.

## TÉMOIGNAGES DIRECTS

### Fabie et Lyne (Bel Air)

Les femmes de Bel Air, comme celles des autres quartiers de Port-au-Prince, sont confrontées à un risque très élevé de violence sexuelle. Fabie (nom fictif), 20 ans, en a été victime. En 2020, alors qu'elle rentrait de l'école, elle a été agressée sexuellement par des hommes armés. « Je n'ai pas pu les identifier car ils m'ont mis un sac noir sur la tête », confie-t-elle. « Je n'ai pas été transportée à l'hôpital ensuite. Trois mois plus tard, j'ai réalisé que j'étais enceinte. Je n'ai pas voulu avorter. Maintenant j'ai une petite fille sur les bras dont je ne connaîtrai jamais le père. Je ne travaille pas, et mon père ne peut pas travailler non plus depuis qu'il a reçu des balles dans le pied. (Le père de Fabie, maçon, avait reçu deux balles quelques mois auparavant). J'ai dû faire des travaux ménagers pour payer la nourriture », explique Fabie. « Embarrassé par la situation, mon père m'a interdit de continuer. » Fabie a dû repousser son retour à l'école à cause des frais de scolarité. « J'ai une fille. Je suis à la fois sa mère et son père. Ma grande sœur m'aide autant qu'elle le peut », précise-t-elle.

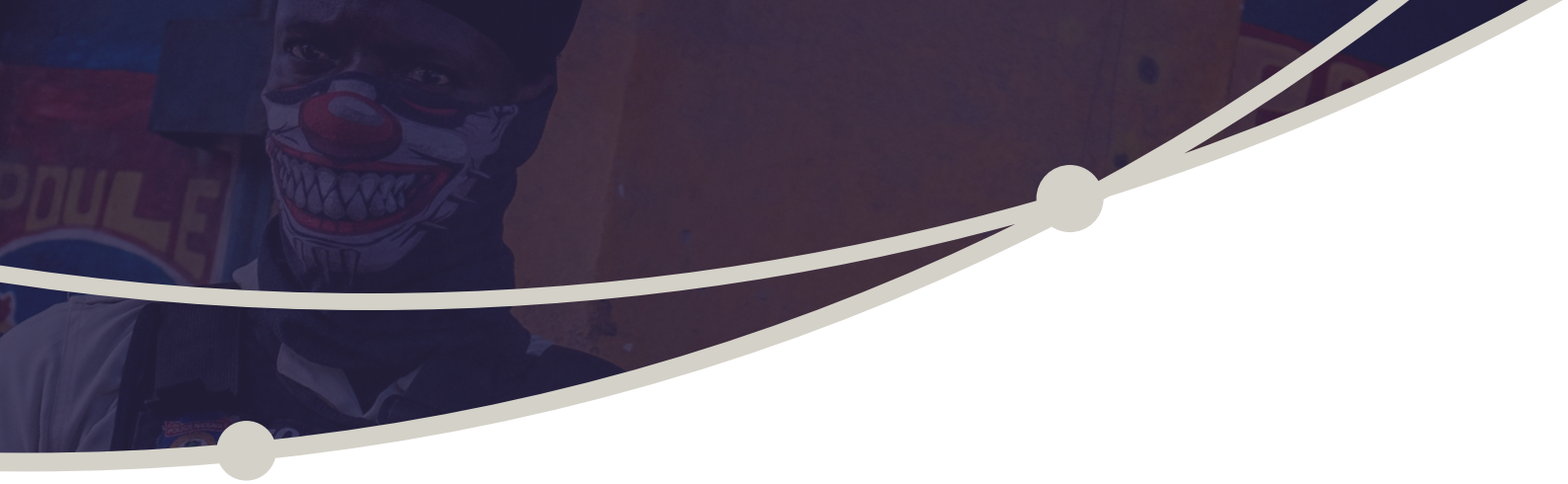
« C'était tellement agréable de vivre à Bel Air avant. C'était un quartier paisible. On n'aurait pas accepté que des jeunes n'aillent plus à l'école comme on le fait maintenant. Le gang ennemi attaque toute personne qui met le pied sur son

territoire. Ils brûlent des jeunes vifs et envoient parfois les vidéos aux familles des victimes. » À cause des gangs de Bel Air, un centre de santé qui proposait ses services aux groupes vulnérables a dû fermer, souligne-t-elle.

Lyne (prénom fictif), 18 ans, est née et a grandi à Bel Air. Lorsque les conflits ont éclaté entre deux gangs, des hommes armés ont brûlé des maisons, tué et violé des habitants. Lyne a été attaquée une nuit dans sa maison. « Depuis, je ne suis plus moi-même. J'ai peur des hommes. » Lyne, qui a perdu trois de ses amis, confie : « Je me suis mise à fumer et parfois à boire à cause de tout ça ». Depuis son agression, Lyne vit avec une amie qui a également survécu à un viol.

Avant d'aller à l'école, Lyne prie dans une église. « À l'église, ils partagent parfois leur nourriture avec moi. » Elle rêve de travailler à l'Université d'État d'Haïti après avoir terminé ses études générales. Lorsqu'on lui demande s'il existe des initiatives citoyennes pour protéger le quartier des gangs, Lyne répond qu'elle ne sait pas vraiment : « Les autorités sont absentes. Les gangs ont pris le contrôle depuis l'année dernière. La police n'a jamais mené d'opération dans le secteur depuis le début de cette guerre. » ■





# CARTOGRAPHIE DES PRINCIPAUX GANGS ET ALLIANCES

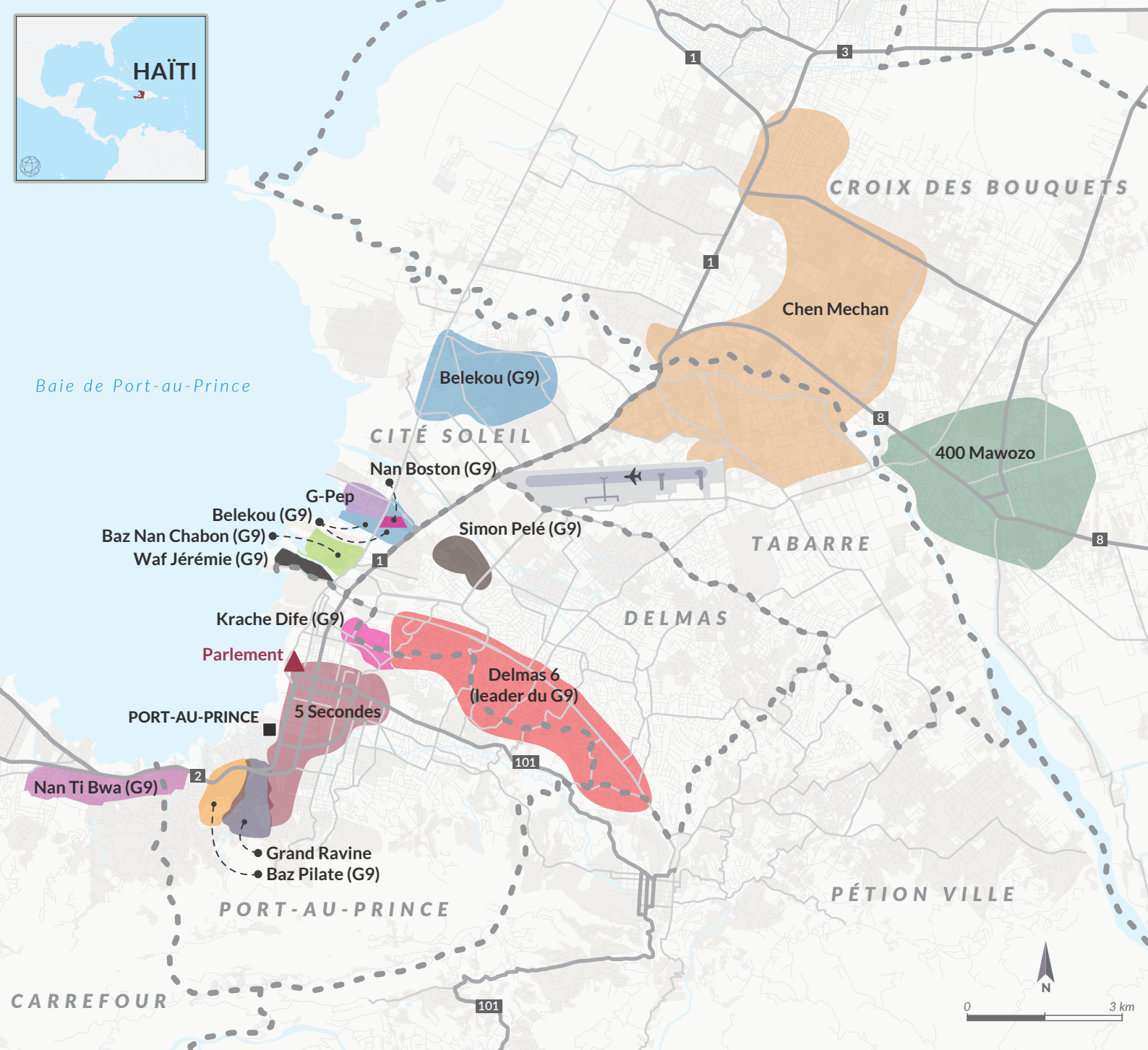
## Alliance G9

Le gang G9, anciennement connu sous le nom de G9 en Famille et Alliés, est une alliance de neuf gangs puissants de Port-au-Prince : Le gang Delmas 6 (dirigé par Jimmy Chérizier), Baz Krache Dife, Baz Pilate, Nan Ti Bwa, le gang de Simon Pelé, Baz Nan Chabon, Waf Jérémie, Nan Boston et le gang Belekou. Ces gangs exercent leur pouvoir dans la capitale principalement, et notamment dans les communes de Delmas, Pétion Ville et une partie de Carrefour, grâce à des alliances avec d'autres gangs qui contrôlent des quartiers de certaines communes du département de l'Ouest. Grâce à cette alliance, le G9 occupe une position stratégique le long de la côte et se sert de son influence pour perturber l'économie, en interrompant notamment les livraisons de carburant et de nourriture et en extorquant des fonds aux entreprises qui utilisent les ports.

La coalition a été formée en 2020 par Chérizier, un ancien policier qui a dirigé le gang Delmas 6 lorsqu'il était dans la police. Il aurait perpétré le massacre de La Saline aux côtés de plusieurs gangs qui s'allieront ultérieurement au G9.<sup>54</sup> Chérizier a été licencié des services de police après l'attentat, l'un des pires attentats survenus récemment, qui a fait 71 morts.<sup>55</sup>

Le G9 a été formé à un moment où Moïse était confronté à des manifestations massives suite au scandale PetroCaribe. Delmas 6 a coordonné avec d'autres gangs des attaques sur des quartiers - dont beaucoup étaient des bastions de l'opposition - afin de s'emparer du territoire des habitants locaux et d'y exercer un contrôle. Suite à des attaques dans les quartiers de Pont-Rouge, Chancerelles, La Saline et Fort Dimanche, Chérizier a annoncé sur YouTube la formation du G9. L'alliance comprend d'anciens policiers et des policiers en service, de jeunes ayant appartenu au parti Lavalas, la base politique du PHTK issue des quartiers populaires, des personnes expulsées et d'anciens soldats. L'alliance entre les gangs qui forment cette coalition est restée souple et ses membres se sont parfois battus entre eux pour des questions de territoire. Dans certains cas, les dirigeants du G9 ont servi de modérateurs pour les membres de l'alliance.

Le G9, également nommé « Forces Révolutionnaires », se présente comme un mouvement révolutionnaire, y compris sous la dernière administration. On pensait que le G9 entretenait des liens étroits avec le PHTK sous la direction de Moïse, mais depuis sa mort, le groupe a tenté d'utiliser son pouvoir pour écarter le remplaçant de Moïse, le Premier ministre Henry. Après la mort de Moïse, Chérizier a tenu des conférences de presse, mené des manifestations et bloqué la distribution de carburant dans le quartier du port pour exiger la démission du Premier ministre.



**FIGURE 1** Les territoires des gangs de Port-au-Prince.

REMARQUE : Cette carte illustre les points de base principaux qu'occuperaient les gangs. Elle a été créée en octobre 2022 en s'appuyant sur des recherches locales et l'OSINT. De nombreux gangs opèrent cependant dans plusieurs domaines. Le contrôle territorial peut changer rapidement de mains avec l'évolution de la situation.

Le gang dit être du côté du peuple et opposé à la corruption du gouvernement, mais les membres de la coalition sont connus pour leurs actes de violence brutaux (viols, assassinats arbitraires, démembrement des corps, etc.) ainsi que pour le pillage et l'incendie d'abris de fortune et d'étals de marché. Le G9 aurait conclu un ensemble plus large d'alliances avec des gangs de moindre envergure, créant ainsi le G20, dans le cadre d'une stratégie visant à étendre sa mainmise de la capitale à d'autres parties du pays.

### 400 Mawozo

Le gang 400 Mawozo<sup>56</sup> est considéré comme le plus grand d'Haïti. Il y a une liste d'attente pour le rejoindre. Le gang est principalement basé dans la périphérie de la commune de Ganthier, dans l'est de l'arrondissement de Croix des Bouquets, et dans des communes de Port-au-Prince, comme Tabarre, et



des quartiers résidentiels de Pétion Ville, comme Vivy Michel, Belvil et Pernier. Il possède des antennes à Gros Morne, dans le nord d'Haïti, et en République dominicaine.

Ce gang est composé de personnes expulsées, d'anciens dirigeants d'organisations d'opposition populaires, d'anciens passeurs et contrebandiers de bas étage à la frontière haïtiano-dominicaine, ainsi que de policiers. Jusqu'à 80 % des enlèvements survenus en Haïti entre juin 2021 et septembre 2021 ont été attribués au gang 400 Mawozo.<sup>57</sup> Leur profil international s'est considérablement accentué après l'enlèvement de 17 missionnaires américains en octobre 2021. Leur chef, emprisonné en Haïti, a été extradé aux États-Unis en mai 2022 à la suite de cet enlèvement.<sup>58</sup> Le groupe s'est depuis aligné sur la coalition G-Pep (voir ci-dessous), ce qui lui a permis de recruter de nombreuses autres personnes.

### **G-Pep**

Le G-Pep est une deuxième alliance de gangs basée dans le quartier de Cité Soleil à Port-au-Prince. Il a été fondé par Jean Pierre Gabriel, alias Ti Gabriel, chef du gang Nan Brooklyn.<sup>59</sup> Le groupe serait une fédération de groupes armés criminels formée pour contrer le G9.<sup>60</sup> Le G-Pep serait associé à l'opposition, mais d'aucuns prétendent que le groupe est financé par et aligné sur un homme d'affaires haïtien en vue.<sup>61</sup> Le G-Pep combat les gangs affiliés au G9 à Cité Soleil depuis 2020. Le conflit s'est intensifié en 2022 après que le G9 a tenté de déloger le G-Pep du quartier de Brooklyn.<sup>62</sup>

### **Grand Ravine et 5 Secondes**

Les gangs Grand Ravine et 5 Secondes sont basés dans le secteur de Martissant à Port-au-Prince. Ces gangs sont constitués de jeunes gens issus des bidonvilles de la zone métropolitaine. La majorité d'entre eux sont d'anciens membres de brigades d'autodéfense et d'organisations populaires proches de Fanmi Lavalas. À partir de 2014, avec l'appui de certains parlementaires proches du gouvernement et de l'opposition, ces deux gangs ont amassé une fortune grâce aux enlèvements et au détournement de véhicules de transport de marchandises. Ils ont conclu des alliances avec des agents de police corrompus et établi des partenariats avec des hommes d'affaires pour assurer leur protection. Ces deux gangs contrôlent la plupart des files de motos-taxis. Ils contrôlent également la sortie sud de Port-au-Prince, dont dépendent quatre départements du pays.

### **Baz Pilate**

Communément appelé Baz Pilate, ce gang est l'un des plus puissants d'Haïti aujourd'hui. Composé d'agents de police licenciés et en service, nombre de ses membres proviennent de corps spécialisés tels que le SWAT (armes et tactiques spéciales) et le CIMO. Ce gang, parmi les plus importants de la coalition G9, contrôle une grande partie du territoire de Port-au-Prince, en particulier le Champs de Mars, la zone administrative du gouvernement, et le quartier de Ti Bois. Il exerce une influence croissante dans d'autres grandes villes, notamment dans le nord.

Les membres du gang sont spécialisés dans le trafic de stupéfiants, les cambriolages, le racket et les meurtres ciblés. À partir de 2015, ils se sont associés à des bandes criminelles et à des hommes politiques pour contrôler les élections. Ce gang a essuyé des changements majeurs. Il contrôle actuellement l'administration de Port-au-Prince, a largement infiltré le système judiciaire et est en passe de s'associer à certains groupes économiques sur des missions de sécurité.

## **Baz Galil**

Le gang Baz Galil (non représenté sur la carte car son territoire se situe en dehors de la ville) est composé principalement de personnes expulsées des États-Unis. La politique américaine de ces 15 dernières années a conduit à l'expulsion vers Haïti de milliers de personnes qui, très souvent, n'ont pas la nationalité haïtienne. Ces personnes, dont la plupart sont des criminels condamnés aux États-Unis, arrivent en Haïti sans aucun suivi et sont facilement recrutés par des hommes politiques et autres gangs. En 2013, les personnes expulsées se sont organisées en association avec le soutien de certains influents barons de la drogue au sein du parti PHTK. Certains observateurs ont noté que le phénomène des enlèvements a pris de l'ampleur avec l'expulsion massive de ces Haïtiens et Américano-Haïtiens depuis le début des années 2000.

Le gang est spécialisé dans les enlèvements et le transport de cargaisons de drogue. Les membres de ce gang offrent également des services de conseil et de planification des crimes à d'autres gangs locaux, comme le gang 400 Mawozo. Ce dernier réunit également de nombreux anciens expulsés qui soutiennent Baz Galil dans sa tentative de prise de contrôle de nouveaux territoires. Le gang entretient des liens étroits dans les milieux de la drogue, au sein de la direction du PHTK lui-même et avec de hauts fonctionnaires au plus haut niveau de l'État.



## CONCLUSION

**B**ien que les affiliations, partenariats et territoires des gangs soient fluides et susceptibles d'évoluer, la problématique intrinsèque des gangs en Haïti est malheureusement toujours bien présente. L'insécurité continue de croître à un rythme alarmant en Haïti : elle dépasse les frontières de Port-au-Prince pour gagner l'ensemble du pays. Les gangs ont une influence alarmante sur la sécurité des Haïtiens, l'économie et la situation politique. La consolidation de l'exercice du pouvoir à travers la constitution de coalitions est une tendance à suivre, tout comme la question de l'éventuelle mutation de ces efforts en ambitions politiques.

Toute solution passera par une réforme des institutions qui font partie de la chaîne de la criminalité afin de poursuivre les commanditaires économiques et politiques, ainsi que les principaux dirigeants des gangs, de manière à amorcer leur véritable démantèlement. Il conviendra d'établir un programme réaliste et efficace à court, moyen et long terme en vue du désarmement et de la réinsertion sociale des membres des gangs, et aussi de s'employer à résoudre les problèmes socio-économiques structurels qui font le lit du recrutement des jeunes par les gangs, en s'appuyant sur un nouveau projet et modèle d'État durable et indépendant ainsi que sur un développement équitable.



Des avocats participent à une manifestation visant à faire pression sur le Premier ministre pour qu'il transfère le tribunal civil dans un quartier plus sûr de Port-au-Prince.  
© Valerie Baeriswyl/AFP via Getty Images.



## NOTES

- 1 Diego Da Rin, *New gang battle lines scar Haiti as political deadlock persists*, International Crisis Group, 27 juillet 2022, <https://www.crisisgroup.org/latin-america-caribbean/haiti/new-gang-battle-lines-scar-haiti-political-deadlock-persists>.
- 2 Voir Banque mondiale, Haïti présentation, 14 juin 2022, <https://www.banquemondiale.org/fr/country/haiti/overview1>.
- 3 Le 30 septembre 1991, le président Jean-Bertrand Aristide est renversé par un coup d'État militaire qui fait des dizaines de morts et des centaines de blessés à Port-au-Prince. Le putsch a été condamné par les États-Unis. Le 16 décembre 1990, Aristide devenait le premier président haïtien démocratiquement élu avec près de 76 % des voix. Le chef de la junte militaire au pouvoir était le général Raoul Cédras, qui avait été responsable du comité de sécurité des élections en décembre 1990 et promu commandant en chef des forces armées en juillet 1991.
- 4 Jason Beaubien, *Haiti's slain president presided over the collapse of security in his country*, NPR, 20 juillet 2021, <https://www.npr.org/2021/07/20/1018275532/haitis-slain-president-presided-over-the-collapse-of-security-in-his-country>.
- 5 *Haiti opposition condemns country's slide into rule by decree*, Reuters, 15 janvier 2020, <https://www.reuters.com/article/us-haiti-politics/haiti-opposition-condemns-countrys-slide-into-rule-by-decree-idUSKBN1ZE098>.
- 6 *Tap-tap* : nom créole haïtien donné aux véhicules de couleurs vives qui font office de taxis collectifs.
- 7 Insecurity Insight, *Haiti : Situation report : Gangs and the Haitian state*, 11 novembre 2021, p. 3, <https://www.insecurityinsight.org/wp-content/uploads/2021/12/Haiti-Vigil-Insight-Situation-Report-11-November-2021.pdf>.
- 8 Scott Mistler-Ferguson, *G9 vs. G-PEP - The two gang alliances tearing Haiti apart*, InSight Crime, 21 juillet 2022, <https://insightcrime.org/news/g9-gpep-two-gang-alliances-tearing-haiti-apart/>.
- 9 Selon une étude menée par la GI-TOC.
- 10 Le nom vient d'un mythe créole sur un « oncle » (Tonton) qui enlève et punit les enfants turbulents en les enfermant et les emportant dans un sac (*macoute*) pour les consommer au petit déjeuner. Voir <https://www.coha.org/tonton-macoutes/>.
- 11 Athena Kolbe et Robert Muggah, *Haiti needs to confront the causes and consequences of violent crime*, Institut international pour la paix, Observatoire international, 27 août 2012, <https://theglobalobservatory.org/2012/08/haiti-needs-to-confront-the-causes-and-consequences-of-violent-crime/>.
- 12 Cela ne comprend pas les réseaux criminels (organisations criminelles plus diffuses impliquées dans des activités illicites), les groupes paramilitaires ou les groupes armés semi-officiels ayant une activité criminelle connue.
- 13 Rédacteurs de l'*Encyclopaedia Britannica*, *Les régimes militaires et les Duvalier*, <https://www.britannica.com/place/Haiti/Military-regimes-and-the-Duvaliers>.
- 14 Sabine Carety, PGM semi-officiel des Tontons Macoutes/ Volontaires de la sécurité nationale (Haïti), *Guide des milices pro-gouvernementales*, <https://militias-guidebook.com/pgag/362/>.
- 15 William R. Long, *Duvalier flees to France ; Army-led panel to rule Haiti : U.S. C-141 takes « Baby Doc » to exile ; Violence follows jubilation in capital*, *Los Angeles Times*, 8 février 1986, <https://www.latimes.com/archives/la-xpm-1986-02-08-mn-5513-story.html>.
- 16 Sabine Carety, PGM semi-officiel des Tontons Macoutes/ Volontaires de la sécurité nationale (Haïti), *Guide des milices pro-gouvernementales*, <https://militias-guidebook.com/pgag/362/>.
- 17 Ibid.
- 18 Walter Kemp, Mark Shaw et Arthur Boutellis, *Haiti*, dans *The elephant in the room : How can peace operations deal with organized crime ?*, Institut international pour la paix, juin 2013, pp 32-45, <http://www.jstor.org/stable/resrep09589.7>.
- 19 David Beer, Chapitre 3 *Haiti : The gangs of Cité Soleil*, *Journal of Complex Operations*, 24 mai 2016, <https://cco.ndu.edu/News/Article/780129/chapter-3-haiti-the-gangs-of-cit-soleil/>.
- 20 Walter Kemp, Mark Shaw et Arthur Boutellis, *Haiti*, dans *The elephant in the room : How can peace operations deal with organized crime ?*, Institut international pour la paix, juin 2013, pp 32-45, <http://www.jstor.org/stable/resrep09589.7>.

- 21 Jonathan M. Katz, *Gang members in Haitian slum profit from disaster*, *The San Diego Union Tribune*, 18 janvier 2010, <https://www.sandiegouniontribune.com/sdut-gang-members-in-haitian-slum-profit-from-disaster-2010jan18-story.html> ; PBS, *Frontline : Battle for Haiti*, <https://www.pbs.org/video/frontline-battle-for-haiti/>.
- 22 PBS, *Frontline : Battle for Haiti*, 2011, <https://www.pbs.org/video/frontline-battle-for-haiti/>.
- 23 Amnesty International, *Haïti : Doublement touchées, Des femmes s'élèvent contre les violences sexuelles dans les camps haïtiens*, 6 janvier 2011, <https://www.amnesty.org/en/documents/amr36/001/2011/fr/>
- 24 Athena Kolbe et Robert Muggah, *Haiti needs to confront the causes and consequences of violent crime*, International Peace Institute : Observatoire international, août 2012, <https://theglobalobservatory.org/2012/08/haiti-needs-to-confront-the-causes-and-consequences-of-violent-crime/>.
- 25 Harvard Law School International Human Rights Clinic, Observatoire Haïtien des Crimes Contre l'Humanité, *Massacres cautionnés par l'État : Règne de l'impunité en Haïti*, 4 avril 2021, 24-29, <http://hrp.law.harvard.edu/wp-content/uploads/2021/04/Massacres-cautionnes-par-lEtat-2.pdf>.
- 26 Bertelsmann Stiftung, *BTI 2022 Country Report 2022*, [https://bti-project.org/fileadmin/api/content/en/downloads/reports/country\\_report\\_2022\\_HTI.pdf](https://bti-project.org/fileadmin/api/content/en/downloads/reports/country_report_2022_HTI.pdf).
- 27 Associated Press, *Haïti : Choques entre pandillas dejan docenas de Muertos*, Local10, 13 juillet 2022, <https://www.local10.com/espanol/2022/07/13/haiti-choques-entre-pandillas-dejan-decenas-de-muertos/>.
- 28 Andre Paultre et Sarah Marsh, *Gang boss wades into Haiti turmoil, sees conspiracy behind present's killing*, Reuters, 10 juillet 2021, <https://www.reuters.com/world/americas/rival-haitian-leaders-battle-power-after-presidents-assassination-2021-07-10/>.
- 29 Chris Dalby, *Haiti's neighbors grow concerned at spread of gang governance*, InSight Crime, 10 septembre 2021, <https://insightcrime.org/news/haitis-neighbors-grow-concerned-spread-gang-governance/>.
- 30 Ricardo Arduengo, *Haiti crippled by fuel shortages as gang leader demands prime minister resign*, CNBC, 27 octobre 2021, <https://www.cnn.com/2021/10/27/haiti-crippled-by-fuel-shortages-as-gang-leader-demands-pm-resign.html>.
- 31 Matt Rivers et al, *Powerful gang behind kidnapping of 17 US and Canadian missionaries in Haiti, security source says*, CNN, 18 octobre 2021, <https://www.cnn.com/2021/10/18/americas/haiti-american-missionary-400-mawozo-intl-hnk/index.html>.
- 32 Alessandro Ford, *Why Haiti's Gang war keeps on getting worse*, InSight Crime, 20 mai 2022, <https://insightcrime.org/news/why-haiti-gang-war-keeps-on-getting-worse/>.
- 33 Ibid.
- 34 *Haiti : Wave of violence deepens crisis*, Human Rights Watch, 22 juillet 2022, <https://www.hrw.org/news/2022/07/22/haiti-wave-violence-deepens-crisis>.
- 35 Ciara Nugent, *Why a Venezuelan oil program is fueling massive street protests in Haiti*, Time, 24 juin 2019, <https://time.com/5609054/haiti-protests-petrocaribe/>.
- 36 Ibid.
- 37 *PetroCaribe scandal : Haiti court accuses officials of mismanaging \$2 bln in aid*, France 24, 18 août 2020, <https://www.france24.com/en/20200817-petrocaribe-scandal-haiti-court-accuses-officials-of-mismanaging-2-bln-in-aid>.
- 38 *G9 and family*, InSight Crime, 18 juillet 2022, <https://insightcrime.org/caribbean-organized-crime-news/g9-family-profile/>.
- 39 Ouest est l'un des dix départements d'Haïti. Port-au-Prince se situe dans ce département.
- 40 Réseau National de Défense des Droits Humains, *Enquêtes de police judiciaire relatives au trafic d'armes et de munitions : Le RNDDH salue les efforts de la Direction Centrale de la Police Judiciaire (DCPJ)*, communiqué de presse, 26 juillet 2022, <https://web.rnddh.org/enquetes-de-police-judiciaire-relatives-au-traffic-darmes-et-de-munitions-le-rnddh-salue-les-efforts-de-la-dcpj/>.
- 41 Réseau National de Défense des Droits Humains, *The events in La Saline : from power struggle between armed gangs to State-sanctioned massacre*, 1<sup>er</sup> décembre 2018 ; et *Massacres cautionnés par l'État : règne de l'impunité en Haïti*, Harvard Law School International Human Rights Clinic, 2021, <http://hrp.law.harvard.edu/wp-content/uploads/2021/04/Massacres-cautionnes-par-lEtat-2.pdf>.
- 42 « Pays-lock » est une expression utilisée pour décrire une forme de mobilisation de l'opposition en Haïti durant laquelle les rues sont barricadées et les institutions publiques et privées fermées. Chacun reste chez soi pendant la durée du confinement, qui peut durer jusqu'à deux semaines. Cette forme de protestation trouve son origine dans le scandale PetroCaribe et les manifestations sur les prix des carburants en juillet 2018.
- 43 *Haiti – FLASH 215th: The procession of the PM retreats under heavy fire from the G9 gang*, Haiti Libre, 18 octobre 2022, <https://www.haitilibre.com/en/news-35021-haiti-flash-215th-the-procession-of-the-pm-retreats-under-heavy-fire-from-the-g9-gang-videos.html>.
- 44 Wildlore Merancourt et Amanda Colletta, *Haitian prime minister forced to flee city after New Year's Day shootout*, Washington Post, 3 janvier 2022, <https://www.washingtonpost.com/world/2022/01/03/haiti-violence-gangs-prime-minister/>.
- 45 Voir par exemple, Réseau National de Défense des Droits Humains, *Massacre à Cité Soleil : Récits glaçants des femmes et filles victimes de viols collectifs*, communiqué de presse, 16 août 2022, <https://web.rnddh.org/>.



- 46 Insecurity Insight, *Haiti : Situation report : Gangs and the Haitian state*, 11 novembre 2021, <https://www.insecurityinsight.org/wp-content/uploads/2021/11/Haiti-Vigil-Insight-Situation-Report-11-November-2021.pdf>.
- 47 Ibid., p. 3.
- 48 Associated Press, *Dozens dead, injured in Haiti's capital in gang clashes*, Yahoo! News, 13 juillet 2022, <https://news.yahoo.com/dozens-dead-injured-haitis-capital-232943843.html>.
- 49 Santana Salmon, *Two Haitian journalists killed by gangs while reporting on violence in the capital*, Caribbean National Weekly, 14 septembre 2022, <https://www.caribbeanationalweekly.com/caribbean-breaking-news-featured/two-haitian-journalists-killed-by-gangs-while-reporting-on-violence-in-the-capital/>.
- 50 'Criminal and barbaric' : *Two Haitian journalists killed by gang*, Al Jazeera, 7 janvier 2022, <https://www.aljazeera.com/news/2022/1/7/criminal-and-barbaric-two-haitian-journalists-killed-by-gang>.
- 51 Ibid.
- 52 *Haiti sees nearly 800 kidnappings so far this year, NGO says*, BBC, 21 octobre 2021, <https://www.bbc.com/news/world-latin-america-58993730>.
- 53 Insecurity Insight, *Haiti : Situation report : Gangs and the Haitian state*, 11 novembre 2021, p. 3, <https://www.insecurityinsight.org/wp-content/uploads/2021/11/Haiti-Vigil-Insight-Situation-Report-11-November-2021.pdf>.
- 54 Oz Chery, *US : Cherizier, two ex-government officials sanctioned for plotting La Saline massacre*, The Haitian Times, 11 décembre 2020, <https://haitiantimes.com/2020/12/11/us-cherizier-two-ex-government-officials-sanctioned-for-plotting-la-saline-massacre/>.
- 55 Ingrid Arnesen et Anthony Faiola, *In Haiti, coronavirus and a man named Barbecue test the rule of law*, The Washington Post, 14 août 2020, [https://www.washingtonpost.com/world/the\\_americas/haiti-moise-coronavirus-barbecue/2020/08/14/2554fce4-cf4d-11ea-8c55-61e7fa5e82ab\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/world/the_americas/haiti-moise-coronavirus-barbecue/2020/08/14/2554fce4-cf4d-11ea-8c55-61e7fa5e82ab_story.html).
- 56 « Mawozo » est une expression créole qui désigne un individu dépourvu de toutes bonnes manières, par exemple un « simplet » ou un « homme inexpérimenté ».
- 57 Miriam Berger, *Who is 400 Mawozo, the Haitian gang accused of kidnapping American missionaries ?*, Washington Post, 16 décembre 2021, <https://www.washingtonpost.com/world/2021/10/17/haiti-kidnapping-400-mawozo-christian-aid/>.
- 58 Gessika Thomas et Brian Ellsworth, *Leader of Haiti's 400 Mawozo gang extradited to US*, Reuters, 3 mai 2022, <https://www.reuters.com/world/americas/leader-haitis-400-mawozo-gang-extradited-us-2022-05-03/>.
- 59 *Dozens dead and hurt in Haiti's capital in gang clashes*, Bury Times, 13 juillet 2022, <https://www.burytimes.co.uk/news/20275098.dozens-dead-hurt-haitis-capital-gang-clashes/>.
- 60 Kim Ives, *In Cité Soleil, the G9 Federation in all-out war with G-Pèp*, Haiti Liberté, 13 juillet 2022, <https://haitiliberte.com/in-cite-soleil-the-g9-federation-in-all-out-war-with-g-pep/>.
- 61 Ibid.
- 62 Scott Mistler-Ferguson, *G9 vs. G-PEP - The two gang alliances tearing Haiti apart*, InSight Crime, 21 juillet 2022, <https://insightcrime.org/news/g9-gpep-two-gang-alliances-tearing-haiti-apart/>.



**GLOBAL  
INITIATIVE**  
AGAINST TRANSNATIONAL  
ORGANIZED CRIME

#### À PROPOS DE GLOBAL INITIATIVE

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) est un réseau international de 600 experts répartis aux quatre coins de la planète. Elle offre une plateforme pour promouvoir un débat plus large et des approches innovantes comme fondements d'une stratégie mondiale inclusive contre le crime organisé.

[www.globalinitiative.net](http://www.globalinitiative.net)